

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix- neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absente : AMRANI Hasiba

Secrétaire de séance : Max BOUSCHON

Date de la convocation :

Délibération n°23

7 novembre 2024

OBJET : Remboursement des frais de déplacement « Intra-muros » 2024 pour les agents utilisant leur véhicule personnel terrestre à moteur (automobile, motocyclette, vélomoteur ou autre véhicule à moteur) pour les besoins du service

Transmis au représentant

de l'Etat le : 18 NOV. 2024

Affiché le : 18 NOV. 2024

Notifié le :

Personnel

Pôle ressources humaines

Remboursement des frais de déplacement « Intra-muros » 2024 pour les agents utilisant leur véhicule personnel terrestre à moteur (automobile, motocyclette, vélomoteur ou autre véhicule à moteur) pour les besoins du service

Vu le Code Général des Collectivités locales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 90-437 du 28 mai 1990 portant sur les conditions de règlement des frais de déplacement des agents et notamment son article 29,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 relatif aux frais de déplacements applicables aux agents de l'Etat,

Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2020, JO du 31 décembre 2020,

Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu l'avis du Comité Social Territorial,

Considérant que certains agents travaillant sur différents sites de la commune sont appelés à se déplacer sur une journée de travail d'un endroit à un autre avec leur véhicule personnel terrestre à moteur, n'ayant pas de véhicule professionnel de disponible,

Considérant la liste des agents autorisés à utiliser leur véhicule personnel terrestre à moteur pour des déplacements professionnels sur le territoire de la commune fixée par les arrêtés :

- **N° 1898/2023**
- **N° 147/2024**
- **N° 256/2024**
- **N° 257/2024**
- **N° 623/2024**
- **N° 1135/2024**
- **N° 1322/2024**

Il est proposé au Conseil Municipal d'allouer une indemnité forfaitaire dont le montant **maximum** annuel est plafonné à **615 euros, sous réserve de fournir par les bénéficiaires un état détaillé de leurs déplacements quotidiens intramuros, validé par leur supérieur hiérarchique.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le versement de frais de déplacement intra-muros pour les agents dont le nom figure sur les arrêtés cités ci-dessus, pour l'année 2024 après étude d'un état de déplacement validé par la collectivité,
- **Approuve** le montant maximum annuel de l'indemnité forfaitaire de **615€**,
- **Autorise** l'inscription des sommes au budget.

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)